

RAPPORT SEMESTRIEL

COMPTES CONSOLIDÉS



SOMMAIRE

PRINCIPALES DONNÉES FINANCIÈRES.....	3
RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIÈRE SEMESTRIELLE 2019.....	4
RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITÉ	5
COMPTES CONSOLIDÉS SEMESTRIELS RÉSUMÉS AU 30 JUIN 2019	9
INFORMATIONS IMPORTANTES	33
ATTESTATION DU RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL	34



PRINCIPALES DONNÉES FINANCIÈRES

COMPTES CONSOLIDÉS

<i>en millions d'euros</i>	1 ^{er} semestre 2015 publié ⁽¹⁾	1 ^{er} semestre 2016 publié ⁽¹⁾	1 ^{er} semestre 2017 retraité ⁽¹⁾	1 ^{er} semestre 2018	1 ^{er} semestre 2019 ^{**}
Chiffre d'affaires	5 608	6 257	6 280	6 467	7 007
Charges opérationnelles	(5 122)	(5 619)	(5 608)	(5 760)	(6 210)
Marge opérationnelle *	486	638	672	707	797
% du chiffre d'affaires	8,7%	10,2%	10,7%	10,9%	11,4%
Résultat d'exploitation	447	510	538	521	658
% du chiffre d'affaires	8,0%	8,1%	8,6%	8,0%	9,4%
Résultat net (part du Groupe)	290	366	375	314	388
% du chiffre d'affaires	5,2%	5,8%	6,0%	4,8%	5,5%
Résultat par action					
Nombre moyen d'actions de la période	165 150 124	170 241 240	168 548 476	167 323 709	165 843 357
Résultat de base par action (en euros)	1,76	2,15	2,23	1,88	2,34
Résultat normalisé par action * (en euros)	1,92	⁽²⁾ 2,52	2,81	2,64	2,90
ECARTS D'ACQUISITION AU 30 JUIN	3 925	6 959	6 939	7 323	7 591
CAPITAUX PROPRES PART DU GROUPE AU 30 JUIN	6 017	6 350	6 845	6 992	7 466
(ENDETTEMENT NET) / TRÉSORERIE NETTE * AU 30 JUIN	1 464	(2 278)	(1 929)	(2 192)	(1 621)
FREE CASH FLOW ORGANIQUE * AU 30 JUIN	(86)	31	64	11	90
Nombre moyen de collaborateurs	146 250	182 685	195 059	201 318	213 470
Nombre de collaborateurs au 30 juin	147 572	184 899	196 376	205 574	216 801

(1) Seules les données du premier semestre 2017 ont été retraitées de l'application rétrospective de la norme IFRS 15, Produits des activités ordinaires tirés des contrats conclus avec des clients.

(2) Hors 32 millions d'euros de produit net d'impôt relatif à des goodwill résultant de réorganisations juridiques.

* La marge opérationnelle, le résultat normalisé par action, l'endettement net/ trésorerie nette et le free cash-flow organique, indicateurs alternatifs de performance suivis par le Groupe sont définis en note 4 – Indicateurs alternatifs de performance dans les comptes consolidés semestriels résumés au 30 juin 2019.

** Les données du premier semestre 2019 tiennent compte de l'application, suivant la méthode de transition rétrospective modifiée, de la norme IFRS16, Contrat de location, cf. note 1 – Base de préparation des comptes.



RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIÈRE SEMESTRIELLE 2019

Période du 1er janvier 2019 au 30 juin 2019

Aux actionnaires,

Capgemini SE
11 rue de Tilsitt
75017 Paris

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée générale et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société Capgemini S.E., relatifs à la période du 1^{er} janvier 2019 au 30 juin 2019, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité du Conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

I - Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives, obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34 - norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note 1 B « Base de préparation des comptes – Nouvelles normes et interprétations applicables en 2019 » de l'annexe des comptes semestriels consolidés résumés qui expose l'adoption au 1er janvier 2019 de la norme IFRS16 « Contrats de location ».

II - Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Neuilly-sur-Seine et Paris La Défense, le 2 août 2019

PricewaterhouseCoopers Audit

KPMG Audit
Département de KPMG S.A.

Richard Béjot
Associé

Frédéric Quélin
Associé

Stéphanie Ortega
Associée



RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITÉ

ÉVÈNEMENTS MARQUANTS DU PREMIER SEMESTRE 2019

Au premier semestre 2019, le Groupe a de nouveau illustré la pertinence de son positionnement marché et la solidité de son modèle économique. Le portefeuille d'offres développées autour du digital et du cloud continue ainsi de rencontrer un vif succès avec une croissance à taux de change constants du chiffre d'affaires générée supérieure à 20%. Ces offres liées au digital et au cloud représentent désormais et pour la première fois la moitié du chiffre d'affaires. Par ailleurs le Groupe a maintenu l'équilibre entre innovation et compétitivité, mais également entre croissance et progression de la rentabilité.

Le Groupe a généré au premier semestre 2019 un **chiffre d'affaires** de 7 007 millions d'euros, en hausse de 8,4% par rapport à celui publié pour le premier semestre 2018. Hors impact de l'évolution des taux de change (2,2 points), principalement généré par l'appréciation du dollar américain par rapport à l'euro, la croissance atteint 6,2%. L'impact des acquisitions sur la croissance a été de 1,3 point. Ainsi la croissance organique s'établit à 4,9% sur la période.

Les **prises de commandes** enregistrées sur le semestre s'élèvent à 7 101 millions d'euros, en hausse de 4,8% à taux de change constants par rapport à la même période de 2018.

La **marge opérationnelle** atteint 797 millions d'euros et 11,4% du chiffre d'affaires, en progression de 13% en valeur et 50 points de base en taux sur un an. Cette solide performance est fondée sur le renforcement du taux de marge brute qui, grâce au développement de nos offres innovantes, progresse dans les mêmes proportions. Cette évolution illustre la capacité du Groupe à maintenir un bon équilibre entre croissance et progression de la rentabilité.

Les autres produits et charges opérationnels représentent une charge nette de 139 millions d'euros, en baisse de 47 millions d'euros par rapport à la même période de 2018, reflétant principalement la baisse des coûts de restructuration.

Le **résultat d'exploitation** progresse ainsi de 26% pour atteindre 658 millions d'euros et 9,4% du chiffre d'affaires.

Le résultat financier est stable sur un an et représente une charge de 39 millions d'euros. La charge d'impôt est de 232 millions d'euros dont 30 millions d'euros liés à l'impact transitoire de la réforme fiscale aux États-Unis, contre 18 millions d'euros l'année précédente. Avant la prise en compte de ces charges, le taux effectif d'impôt s'établit à 32,6% contre 31,4% sur le 1^{er} semestre 2018 et 33,7% pour l'ensemble de l'année 2018.

Le **résultat net part du Groupe** augmente de 23% sur un an pour atteindre 388 millions d'euros pour les 6 premiers mois de l'année. Le **bénéfice par action (non dilué)** est en hausse de 24% sur un an à 2,34 euros. Le résultat normalisé est défini comme le résultat net part du Groupe retraité des « autres produits et charges opérationnels », net d'impôt calculé sur la base du taux effectif d'impôt. Le **résultat normalisé par action** est en hausse de 10% à 2,90 euros. Avant reconnaissance de la charge transitoire d'impôt, le résultat normalisé par action s'établit en hausse de 12% à 3,08 euros.

La génération de **free cash-flow organique** au cours du premier semestre est de 90 millions d'euros. Sur la même période de l'année dernière, ce montant était de 11 millions d'euros.

Sur le premier semestre, le retour aux actionnaires s'élève à 431 millions d'euros via le versement de 281 millions d'euros de dividendes et le rachat d'actions Capgemini SE pour un montant de 150 millions d'euros (hors contrat de liquidité). Par ailleurs, les acquisitions ciblées effectuées sur la période ont entraîné un décaissement net de 152 millions d'euros.

L'**endettement net** du Groupe au 30 juin 2019 s'inscrit ainsi en hausse par rapport au 1^{er} janvier 2019, à 1 621 millions d'euros contre 1 104 millions d'euros. L'endettement net au 30 juin 2018, donc avant l'application de la norme IFRS 16 au 1^{er} janvier 2019, était de 2 192 millions d'euros.

Au 30 juin 2019, l'effectif total du Groupe s'établit à 216 800 personnes ce qui représente une augmentation de 5,5% sur un an. L'attrition observée ce semestre est de 19,7%. Les effectifs *offshores* représentent 125 100 collaborateurs équivalant à 58% de l'effectif total, contre 57% à fin juin 2018.



EVOLUTION DE L'ACTIVITE PAR ZONE GEOGRAPHIQUE

	Chiffre d'affaires	Variation par rapport à 2018		Taux de marge opérationnelle	
	1 ^{er} semestre 2019 (en millions d'euros)	en données publiées	à taux de change constants	1 ^{er} semestre 2018	1 ^{er} semestre 2019
Amérique du Nord	2 248	+10,8%	+3,8%	13,2%	12,9%
Royaume-Uni et Irlande	849	+8,7%	+8,0%	12,2%	15,9%
France	1 498	+6,9%	+6,9%	8,4%	9,6%
Reste de l'Europe	1 898	+5,7%	+6,2%	12,0%	11,3%
Asie Pacifique et Amérique latine	514	+12,1%	+12,2%	11,7%	11,4%
TOTAL	7 007	+8,4%	+6,2%	10,9%	11,4%

Le chiffre d'affaires de la région **Amérique du Nord** (32% du chiffre d'affaires du Groupe) progresse de 3,8% à taux de change constants sur une base de comparaison particulièrement exigeante puisque la région avait enregistré une croissance de 17,2% sur le 1^{er} semestre 2018. Les secteurs TMT (Télécom, Media & Technologie), Energie & *Utilities* et des Services ont été les plus dynamiques. Le taux de marge opérationnelle s'établit à 12,9%, à comparer aux 13,2% enregistrés un an plus tôt.

La région **Royaume-Uni & Irlande** (12% du chiffre d'affaires du Groupe) réalise une performance remarquable avec une croissance de 8,0% à taux de change constants. La progression du chiffre d'affaires dans les secteurs des Services financiers, des Biens de consommation & Commerce et dans celui des TMT atteint ou dépasse les 10%, tandis que le secteur public poursuit sur la tendance positive amorcée depuis un an. Le taux de marge opérationnelle rebondit à 15,9% contre 12,2% un an plus tôt.

L'activité en **France** (22% du chiffre d'affaires du Groupe) est soutenue, avec un chiffre d'affaires en hausse de 6,9% sur la période. Le secteur de l'Industrie a été le plus porteur sur la période avec une croissance supérieure à 10%. Par métier, l'activité est portée par les services d'Applications et de Technologie et la demande liée au Digital et au Cloud. La marge opérationnelle progresse à nouveau, de 120 points de base sur un an, et atteint 9,6% du chiffre d'affaires.

La région **Reste de l'Europe** (27% du chiffre d'affaires du Groupe) maintient un rythme de croissance robuste avec une progression de chiffre d'affaires de 6,2% à taux de change constants. Les secteurs les plus actifs sur la première moitié de l'année ont été Energie & *Utilities*, Biens de consommation & Commerce et les Services. La région enregistre un léger tassement de sa marge opérationnelle qui atteint 11,3% contre 12,0% un an plus tôt.

Enfin, la région **Asie-Pacifique et Amérique latine** (7% du chiffre d'affaires du Groupe) reste particulièrement dynamique avec une hausse de 12,2% de son chiffre d'affaires, tirée principalement par les Services financiers, et l'Industrie. Le taux de marge opérationnelle de l'ensemble de la région est en légère baisse à 11,4% contre 11,7% au 1^{er} semestre 2018.

EVOLUTION DE L'ACTIVITE PAR METIER

Pour l'évolution de l'activité par métier, conformément aux indicateurs internes de performance opérationnelle, la croissance à taux de change constants est calculée sur la base du **chiffre d'affaires total**, c'est-à-dire avant élimination des facturations inter-métiers. Le Groupe considère en effet que cela est plus représentatif du niveau d'activité par métier car, avec l'évolution de son activité, le Groupe constate un nombre croissant de contrats dont la mise en œuvre requiert la combinaison de différentes expertises métiers entraînant une augmentation des flux de facturation inter-métiers (pour information, environ 7% du total en 2018).



	Chiffre d'affaires total	Variation par rapport à 2018
	1 ^{er} semestre 2019 (en % du Groupe)	à taux de change constants du Chiffre d'affaires total du métier
Stratégie & Transformation	7%	+19,4%
Applications & Technologie	71%	+6,6%
Opérations & Ingénierie	22%	+3,5%

Les activités de conseil en **Stratégie** et **Transformation** (7% du chiffre d'affaires total du Groupe), regroupées au sein de *Capgemini Invent*, enregistrent une hausse de leur chiffre d'affaires total de 19,4% à taux de change constants. La croissance a été alimentée en premier lieu par le secteur des TMT et, avec le support des acquisitions effectuées, par celui des services financiers.

Les services d'**Applications** et de **Technologie** (71% du chiffre d'affaires total du Groupe), qui constituent le cœur de l'activité du Groupe, voient leur chiffre d'affaires total augmenter de 6,6% à taux de change constants. Ces services sont en effet très mobilisés lorsque les clients du Groupe souhaitent déployer leur stratégie digitale à grande échelle.

Enfin, le chiffre d'affaires total des services d'**Opérations** et d'**Ingénierie** (22% du chiffre d'affaires total du Groupe) est en croissance de 3,5% à taux de change constants. Les Services d'infrastructure ainsi que les *Business Services* (*Business Process Outsourcing* et plateformes) ont confirmé sur la période la stabilisation de leur niveau d'activité enregistrée en début d'année. Les activités de *Digital Manufacturing* et d'ingénierie sont quant à elles très dynamiques.

PROJET D'ACQUISITION D'ALTRAN TECHNOLOGIES

Le 24 juin 2019, Capgemini et Altran Technologies (Euronext Paris : ALT), le premier acteur mondial des services d'ingénierie et de R&D, ont annoncé avoir conclu un accord de négociations exclusives en vue de l'acquisition par Capgemini d'Altran dans le cadre d'une OPA amicale à 14,00 euros par action Altran, payables en numéraire. Ce projet vise à créer un leader mondial de la transformation digitale des entreprises industrielles et de technologie. L'accord a été approuvé à l'unanimité par les conseils d'administration de Capgemini et d'Altran.

Dans ce cadre, Capgemini a sécurisé un financement relais de 5,4 milliards d'euros, couvrant l'achat des titres (3,6 milliards d'euros) et le montant de la dette brute (1,8 milliard d'euros).

Par ailleurs, Capgemini a indiqué le 2 juillet 2019 détenir 29 378 319 actions Altran à l'issue du règlement-livraison de l'acquisition hors-marché d'un bloc d'actions auprès d'actionnaires organisés autour d'Apax Partners (Altrafin Participations, M. Alexis Kniazeff et M. Hubert Martigny). Cette transaction fait suite à l'accord définitif pour l'acquisition de ce bloc, représentant 11,43% du capital d'Altran, signé le 24 juin 2019.

ANALYSE DES COMPTES CONSOLIDÉS SEMESTRIELS RÉSUMÉS AU 30 JUIN 2019

Le compte de résultat consolidé

Le chiffre d'affaires du premier semestre 2019 s'élève à 7 007 millions d'euros contre 6 467 millions d'euros au premier semestre 2018, soit une hausse de 8,4% à taux de change et périmètre courants et 6,2% à taux de change constants.

La marge opérationnelle du premier semestre 2019 atteint 797 millions d'euros contre 707 millions d'euros au premier semestre 2018, soit un taux de marge de 11,4% contre 10,9%.

Le résultat d'exploitation s'établit à 658 millions d'euros au premier semestre 2019 contre 521 millions d'euros au premier semestre 2018, après prise en compte des **autres produits et charges opérationnels** en baisse de 47 millions sur la période (139 millions d'euros au premier semestre 2019 contre 186 millions d'euros au premier semestre 2018).

Le résultat financier représente une charge nette de 39 millions d'euros au premier semestre 2019 contre 39 millions d'euros au premier semestre 2018. Les charges d'intérêt sur les dettes de loyers résultant de l'application de la norme IFRS 16 sont compensées par la hausse des produits de trésorerie principalement.

La charge d'impôt s'élève à 232 millions d'euros au premier semestre 2019 contre 169 millions d'euros au premier semestre 2018. Le taux effectif d'impôt s'élève à 37,4% au premier semestre 2019 contre 35,2% au premier semestre 2018.



Le résultat net part du Groupe ressort à 388 millions d'euros au premier semestre 2019 contre 314 millions d'euros au premier semestre 2018. Le résultat normalisé par action s'élève ainsi à 2,90 euro pour la moyenne des 165 843 357 actions ordinaires en circulation au cours du premier semestre 2019, contre 2,64 euro pour la moyenne des 167 323 709 actions ordinaires en circulation au cours du premier semestre 2018.

L'état consolidé de la situation financière

La situation nette part du Groupe de l'ensemble consolidé au 30 juin 2019 atteint 7 466 millions d'euros, en hausse de 2 millions d'euros par rapport au 1^{er} janvier 2019 (après prise en compte de l'impact de la première application de la norme IFRS 16- Contrats de location, soit -16 millions d'euros). Cette hausse résulte principalement :

- ▶ de la prise en compte du résultat de la période de 388 millions d'euros,
- ▶ de l'impact négatif des autres éléments du résultat global pour 19 millions d'euros,
- ▶ du versement de dividendes aux actionnaires pour 281 millions d'euros,
- ▶ de l'élimination des actions propres pour 133 millions d'euros,
- ▶ de l'impact des instruments de motivation et actionnariat salarié pour 47 millions d'euros.

Les actifs non courants s'établissent à 11 247 millions d'euros au 30 juin 2019, en hausse de 191 millions d'euros par rapport au 1^{er} janvier 2019 (après prise en compte de l'impact de la première application de la norme IFRS 16- Contrats de location), en raison essentiellement d'une augmentation de 160 millions d'euros des écarts d'acquisition. Cette hausse provient essentiellement de l'acquisition réalisée durant le premier semestre 2019, soit 145 millions d'euros.

Les passifs non courants s'élèvent à 5 488 millions d'euros au 30 juin 2019, en hausse de 166 millions d'euros par rapport au 1^{er} janvier 2019 (après prise en compte de l'impact de la première application de la norme IFRS 16- Contrats de location), sous l'effet de la hausse des provisions pour retraites et engagements assimilés corrélée à la baisse des taux d'actualisation au Royaume-Uni et Canada.

Les créances clients et les comptes rattachés aux contrats atteignent 3 512 millions d'euros au 30 juin 2019 contre 3 279 millions d'euros au 31 décembre 2018. Les créances clients et les actifs sur contrats hors coûts des contrats, nets des passifs sur contrats s'établissent à 2 699 millions d'euros au 30 juin 2019 contre 2 323 millions d'euros au 31 décembre 2018.

Les dettes opérationnelles sont principalement composées des dettes fournisseurs et comptes rattachés, des dettes de personnel ainsi que des impôts et taxes et s'élèvent à 2 786 millions d'euros au 30 juin 2019 contre 2 944 millions d'euros au 31 décembre 2018.

L'endettement net consolidé au 30 juin 2019 est de 1 621 millions d'euros contre 2 192 millions d'euros au 30 juin 2018 et 1 104 millions d'euros au 1^{er} janvier 2019 (après prise en compte de l'impact de la première application de la norme IFRS 16- Contrats de location). La hausse de l'endettement net de 517 millions d'euros par rapport au 1^{er} janvier 2019 (après prise en compte de l'impact de la première application de la norme IFRS 16- Contrats de location) s'explique principalement par :

- ▶ le versement aux actionnaires d'un dividende de 281 millions d'euros,
 - ▶ les décaissements liés aux acquisitions d'entreprises nets de leur trésorerie, à hauteur de 152 millions d'euros,
 - ▶ les décaissements nets liés aux opérations sur actions propres Capgemini SE à hauteur de 132 millions d'euros.
- partiellement compensé par la génération de *free cash flow* organique à hauteur de 90 millions d'euros.

PARTIES LIÉES

Aucune transaction significative avec des parties liées n'a eu lieu au cours du premier semestre 2019.

PRINCIPAUX RISQUES ET INCERTITUDES POUR LE SECOND SEMESTRE 2019

La nature et le niveau des risques auxquels est soumis le Groupe n'ont pas changé par rapport aux facteurs de risques présentés pages 109 à 124 du document de référence 2018.

PERSPECTIVES POUR L'EXERCICE 2019

Pour l'année 2019, le Groupe vise une croissance à taux de change constants comprise entre 5,5% et 8,0%, une amélioration de la profitabilité avec une marge opérationnelle comprise entre 12,3% et 12,6% et un *free cash-flow* organique en progression en données comparables à plus de 1,1 milliard d'euros.



COMPTES CONSOLIDÉS SEMESTRIELS RÉSUMÉS AU 30 JUIN 2019

COMPTES DE RÉSULTAT CONSOLIDÉS

en millions d'euros	Notes	2018		1er semestre 2018		1 ^{er} semestre 2019	
		Montant	%	Montant	%	Montant	%
Chiffre d'affaires	5 - 6	13 197	100	6 467	100	7 007	100
Coûts des services rendus		(9 627)	(72,9)	(4 747)	(73,4)	(5 105)	(72,9)
Frais commerciaux		(1 043)	(7,9)	(523)	(8,1)	(571)	(8,1)
Frais généraux et administratifs		(930)	(7,1)	(490)	(7,6)	(534)	(7,6)
Charges opérationnelles	7	(11 600)	(87,9)	(5 760)	(89,1)	(6 210)	(88,6)
Marge opérationnelle *		1 597	12,1	707	10,9	797	11,4
Autres produits et charges opérationnels	8	(346)	(2,6)	(186)	(2,9)	(139)	(2,0)
Résultat d'exploitation		1 251	9,5	521	8,0	658	9,4
Coût de l'endettement financier net	9	(12)	(0,1)	(6)	(0,1)	1	-
Autres charges et produits financiers	9	(68)	(0,5)	(33)	(0,5)	(40)	(0,6)
Résultat financier		(80)	(0,6)	(39)	(0,6)	(39)	(0,6)
Produit /(Charge) d'impôt	10	(447)	(3,4)	(169)	(2,6)	(232)	(3,3)
RESULTAT NET		724	5,5	313	4,8	387	5,5
dont :							
Part du Groupe		730	5,5	314	4,8	388	5,5
Intérêts minoritaires		(6)	-	(1)	-	(1)	-
RÉSULTAT PAR ACTION							
Nombre moyen d'actions de la période		167 088 363		167 323 709		165 843 357	
Résultat de base par action (en euros)		4,37		1,88		2,34	
Nombre moyen d'actions dilué		171 697 335		171 986 730		170 864 789	
Résultat dilué par action (en euros)		4,25		1,83		2,27	

* La marge opérationnelle, indicateur alternatif de performance suivi par le Groupe, est définie en note 4 – Indicateurs alternatifs de performance.



ÉTATS CONSOLIDÉS DU RÉSULTAT GLOBAL

<i>en millions d'euros</i>	2018	1er semestre 2018	1er semestre 2019
Écarts actuariels sur les régimes de retraites à prestations définies, nets d'impôts ⁽¹⁾	114	169	(86)
Réévaluation des instruments dérivés de couverture, nette d'impôts ⁽²⁾	(53)	(81)	26
Écarts de conversion ⁽²⁾	177	78	41
TOTAL DES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL	238	166	(19)
Résultat net (rappel)	724	313	387
Résultat global de la période	962	479	368
<i>dont :</i>			
Part du Groupe	967	480	369
Intérêts minoritaires	(5)	(1)	(1)

(1) Autres éléments du résultat global qui ne seront pas reclassés en résultat.

(2) Autres éléments du résultat global qui pourraient être reclassés en résultat.



ÉTATS CONSOLIDÉS DE LA SITUATION FINANCIÈRE

<i>en millions d'euros</i>	Notes	30 juin 2018	31 décembre 2018	30 juin 2019
Ecarts d'acquisition	11	7 323	7 431	7 591
Immobilisations incorporelles		659	697	658
Immobilisations corporelles		747	785	749
Droits d'utilisation relatifs aux contrats de location	2	-	-	827
Impôts différés		1 240	1 128	1 102
Autres actifs non courants	15	296	303	320
Total actif non courant		10 265	10 344	11 247
Coûts des contrats	12	94	92	86
Actifs sur contrats	12	1 335	1 123	1 519
Créances clients	12	1 812	2 064	1 907
Créances d'impôts courants		162	94	123
Autres actifs courants	15	563	592	559
Actifs de gestion de trésorerie	13	221	183	204
Trésorerie et équivalents de trésorerie	13	1 751	2 006	1 669
Total actif courant		5 938	6 154	6 067
TOTAL ACTIF		16 203	16 498	17 314

<i>en millions d'euros</i>	Notes	30 juin 2018	31 décembre 2018	30 juin 2019
Capital social		1 351	1 338	1 338
Primes d'émission et d'apport		3 166	2 979	2 979
Réserves et report à nouveau		2 161	2 433	2 761
Résultat net		314	730	388
Capitaux propres (part du Groupe)		6 992	7 480	7 466
Intérêts minoritaires		3	(1)	(2)
Capitaux propres		6 995	7 479	7 464
Dettes financières à long terme	13	3 267	3 274	3 237
Impôts différés		172	180	183
Provisions pour retraites et engagements assimilés	14	974	1 011	1 132
Provisions non courantes		27	19	20
Dettes de loyers non courantes	2	-	-	638
Autres dettes non courantes	15	283	305	278
Total passif non courant		4 723	4 789	5 488
Dettes financières à court terme et découverts bancaires	13	871	83	260
Dettes opérationnelles		2 603	2 944	2 786
Passifs sur contrats	12	644	864	727
Provisions courantes		105	91	86
Dettes d'impôts courants		134	141	199
Dettes de loyers courantes	2	-	-	232
Autres dettes courantes	15	128	107	72
Total passif courant		4 485	4 230	4 362
TOTAL PASSIF ET CAPITAUX PROPRES		16 203	16 498	17 314



TABLEAUX DE FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉS

<i>en millions d'euros</i>	Notes	2018	1er semestre 2018	1er semestre 2019
Résultat net, part du Groupe		730	314	388
Intérêts minoritaires		(6)	(1)	(1)
Dotations aux amortissements et dépréciation des immobilisations et droits d'utilisation relatifs aux contrats de location	2	302	141	273
Variation des provisions		(39)	18	(19)
Moins-values de cession d'actifs		16	10	3
Charge liée aux attributions d'actions		84	40	47
Coût de l'endettement financier (net)	9	12	6	(1)
Charge / (Produit) d'impôt	10	447	169	232
(Gains) / Pertes latents liés aux variations de juste valeur et autres		(10)	(7)	11
Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier (net) et impôt (A)		1 536	690	933
Impôt versé (B)		(205)	(96)	(98)
Variation liée aux créances clients et actifs net des passifs sur contrats et coûts des contrats		32	(162)	(360)
Variation liée aux dettes fournisseurs		25	(77)	65
Variation liée aux autres créances et dettes		8	(245)	(203)
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité (C)		65	(484)	(498)
FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS À L'ACTIVITÉ (D=A+B+C)		1 396	110	337
Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles		(236)	(112)	(120)
Encaissements liés aux cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles		7	3	2
Décaissements nets liés aux immobilisations corporelles et incorporelles		(229)	(109)	(118)
Décaissements (encaissements) liés aux regroupements d'entreprises nets de leur trésorerie		(461)	(409)	(152)
Décaissements nets liés aux actifs de gestion de trésorerie		(18)	(56)	(19)
Autres décaissements nets		(20)	(8)	(25)
Décaissements nets liés aux autres opérations d'investissement		(499)	(473)	(196)
FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENT (E)		(728)	(582)	(314)
Augmentations de capital		230	-	-
Dividendes versés		(284)	(284)	(281)
Décaissements (nets) liés aux opérations sur actions Capgemini SE		(483)	(200)	(132)
Augmentations des dettes financières		525	790	217
Remboursements des dettes financières		(592)	(56)	(24)
Remboursements des dettes de loyers	2	-	-	(142)
Intérêts financiers versés		(56)	(12)	(19)
Intérêts financiers reçus		49	22	32
FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX OPÉRATIONS DE FINANCEMENT (F)		(611)	260	(349)
VARIATION DE LA TRÉSORERIE (G=D+E+F)		57	(212)	(326)
Incidence des variations des cours des devises (H)		(41)	(26)	(15)
TRÉSORERIE D'OUVERTURE (I)	13	1 988	1 988	2 004
TRÉSORERIE DE CLÔTURE (G + H + I)	13	2 004	1 750	1 663



TABLEAUX DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS

en millions d'euros	Nombre d'actions	Capital social	Primes		Réserves et résultats consolidés	Produits et charges comptabilisés en capitaux propres		Capitaux propres (part du Groupe)	Intérêts minoritaires	Total capitaux propres
			d'émission et d'apport propres	Actions propres		Ecarts de conversion	Autres			
Au 31 décembre 2018	167 293 730	1 338	2 979	(50)	4 237	(188)	(836)	7 480	(1)	7 479
Impact première application d'IFRS 16 ⁽¹⁾	-	-	-	-	(16)	-	-	(16)	-	(16)
Au 1^{er} janvier 2019 y compris impact IFRS 16	167 293 730	1 338	2 979	(50)	4 221	(188)	(836)	7 464	(1)	7 463
Dividendes versés au titre de l'exercice 2018	-	-	-	-	(281)	-	-	(281)	-	(281)
Instruments de motivation et actionnariat salarié	-	-	-	-	47	-	-	47	-	47
Elimination des actions propres	-	-	-	(134)	1	-	-	(133)	-	(133)
Transactions avec les actionnaires	-	-	-	(134)	(233)	-	-	(367)	-	(367)
Produits et charges comptabilisés en capitaux propres	-	-	-	-	-	41	(60)	(19)	-	(19)
Résultat net	-	-	-	-	388	-	-	388	(1)	387
Au 30 juin 2019	167 293 730	1 338	2 979	(184)	4 376	(147)	(896)	7 466	(2)	7 464

en millions d'euros	Nombre d'actions	Capital social	Primes		Réserves et résultats consolidés	Produits et charges comptabilisés en capitaux propres		Capitaux propres (part du Groupe)	Intérêts minoritaires	Total capitaux propres
			d'émission et d'apport propres	Actions propres		Ecarts de conversion	Autres			
Au 31 décembre 2017	168 483 742	1 348	3 169	(61)	3 767	(364)	(903)	6 956	4	6 960
Impact première application d'IFRS 9 ⁽²⁾	-	-	-	-	(6)	-	6	-	-	-
Au 1^{er} janvier 2018 y compris l'impact IFRS 9	168 483 742	1 348	3 169	(61)	3 761	(364)	(897)	6 956	4	6 960
Dividendes versés au titre de l'exercice 2017	-	-	-	-	(284)	-	-	(284)	-	(284)
Instruments de motivation et actionnariat salarié	333 291	3	(3)	-	40	-	-	40	-	40
Elimination des actions propres	-	-	-	(200)	-	-	-	(200)	-	(200)
Transactions avec les actionnaires	333 291	3	(3)	(200)	(244)	-	-	(444)	-	(444)
Produits et charges comptabilisés en capitaux propres	-	-	-	-	-	78	88	166	-	166
Résultat net	-	-	-	-	314	-	-	314	(1)	313
Au 30 juin 2018	168 817 033	1 351	3 166	(261)	3 831	(286)	(809)	6 992	3	6 995

(1) Les capitaux propres au 1^{er} janvier 2019 ont été retraités de l'application suivant la méthode de transition rétrospective modifiée de la norme IFRS 16, Contrat de location, cf. note 1 – Base de préparation des comptes.

(2) Les capitaux propres au 1^{er} janvier 2018 ont été retraités de l'application rétrospective de la norme IFRS 9, Instruments financiers.



NOTES AUX COMPTES CONSOLIDÉS SEMESTRIELS RÉSUMÉS AU 30 JUIN 2019

NOTE 1 BASE DE PRÉPARATION DES COMPTES

Les comptes consolidés semestriels résumés au 30 juin 2019, ainsi que les notes afférentes, ont été établis sous la responsabilité du Conseil d'Administration et arrêtés lors de sa réunion du 29 juillet 2019.

A) Référentiel IFRS

Les comptes consolidés semestriels résumés du premier semestre 2019 ont été préparés conformément aux dispositions de la norme IAS 34 « Information financière intermédiaire », telle que publiée par l'IASB (International Accounting Standards Board) et adoptée dans l'Union Européenne (UE).

Par ailleurs, le Groupe tient compte des positions adoptées par Syntec Numérique – organisation représentant les principales sociétés de conseil et de services informatiques en France – sur les modalités d'application de certaines normes IFRS.

Ces comptes consolidés semestriels résumés au 30 juin 2019 doivent être lus conjointement avec les comptes consolidés 2018.

B) Nouvelles normes et interprétations applicables en 2019

a) Nouvelles normes, amendements et interprétations d'application obligatoire au 1^{er} janvier 2019

Les principes comptables appliqués par le groupe Capgemini sont identiques à ceux appliqués dans les comptes consolidés au 31 décembre 2018 à l'exception des normes, amendements et interprétations d'application obligatoire au 1^{er} janvier 2019 ayant un impact pour le Groupe et qui sont détaillés ci-après.

b) Note de transition sur l'application de la norme IFRS 16

La norme IFRS 16 - Contrats de location a été adoptée par le Groupe au 1^{er} janvier 2019. Cette norme introduit un modèle unique de comptabilisation des contrats de location pour les locataires et vient en remplacement de la norme IAS 17 – Contrats de Location et des interprétations IFRIC 4 – Déterminer si un accord contient un contrat de location, SIC 15 – Avantages dans les contrats de location simple et SIC 27 – Evaluation de la substance des transactions impliquant la forme juridique d'un contrat de location.

En tant que locataire, le Groupe désormais,

- reconnaît un « droit d'utilisation relatifs aux contrats de location » à l'actif de la situation financière consolidée représentant son droit à utiliser l'actif sous-jacent et une dette de loyers représentative de son obligation de paiement des loyers futurs,
- comptabilise un amortissement du droit d'utilisation relatifs aux contrats de location et un intérêt financier sur la dette de loyers associée en remplacement des charges de loyers opérationnelles précédemment encourues.

Le Groupe a choisi d'adopter la méthode rétrospective modifiée. Ainsi, le Groupe a comptabilisé au 1^{er} janvier 2019 un droit d'utilisation relatif aux contrats de location et une dette de loyers associée de même valeur représentant la somme actualisée des loyers futurs à décaisser sur la période contractuelle exécutoire, sans retraiter les périodes comparatives.

Pour certains contrats de location immobilière importants, le Groupe a retenu la possibilité offerte par la norme de déterminer la valeur du droit d'utilisation relatif aux contrats de location au 1^{er} janvier 2019 de manière rétrospective en recalculant la valeur historique de l'actif à l'origine du contrat puis en appliquant un amortissement jusqu'au 31 décembre 2018 pour obtenir une valeur nette comptable du droit d'utilisation relatif aux contrats de location au 1^{er} janvier 2019.

Les taux d'actualisation appliqués à la date de transition sont basés sur le taux d'emprunt marginal du Groupe estimé par devise à partir d'éléments de marché disponibles à cette date. Ces taux d'actualisation ont été déterminés en tenant compte des durées de vie résiduelles moyennes des contrats à compter de la date de première application, soit le 1^{er} janvier 2019. Le taux d'emprunt marginal moyen pondéré au 1^{er} janvier 2019 pour l'ensemble des dettes de loyers s'élève à 2,5%.

Le Groupe a également choisi d'utiliser les deux exemptions de capitalisation proposées par la norme sur les contrats ayant une durée inférieure ou égale à douze mois et/ou les contrats de location de biens ayant une valeur à neuf individuelle inférieure à 5 000 dollars américains à l'exception du matériel informatique.

Par ailleurs, le Groupe a choisi, pour certaines catégories d'actifs sous-jacents (notamment, la flotte automobile), de ne pas séparer les composantes locatives des composantes non locatives et de comptabiliser l'ensemble comme une seule composante de nature locative.

Enfin, conformément aux dispositions proposées par la norme, les locations-financement déjà reconnues au bilan selon IAS 17 au 31 décembre 2018 ont été reclassées en droits d'utilisation relatifs aux contrats de location et dettes de loyers associées au 1^{er} janvier 2019.



Le tableau suivant présente les impacts de la première application d'IFRS 16 à l'état consolidé de la situation financière au 1^{er} janvier 2019 :

<i>en millions d'euros</i>	31 décembre 2018	Première application d'IFRS 16	1 ^{er} janvier 2019
Ecart d'acquisition	7 431	-	7 431
Immobilisations incorporelles	697	(7)	690
Immobilisations corporelles	785	(70)	715
Droits d'utilisation relatifs aux contrats de location	-	785	785
Impôts différés	1 128	4	1 132
Autres actifs non courants	303	-	303
Total actif non courant	10 344	712	11 056
Coûts des contrats	92	-	92
Actifs des contrats	1 123	-	1 123
Créances clients	2 064	-	2 064
Créances d'impôts courants	94	-	94
Autres créances courantes	592	(11)	581
Actifs de gestion de trésorerie	183	-	183
Trésorerie et équivalents de trésorerie	2 006	-	2 006
Total actif courant	6 154	(11)	6 143
TOTAL ACTIF	16 498	701	17 199

<i>en millions d'euros</i>	31 décembre 2018	Première application d'IFRS 16	1 ^{er} janvier 2019
Capital social	1 338	-	1 338
Primes d'émission et d'apport	2 979	-	2 979
Réserves et report à nouveau	2 433	(16)	2 417
Résultat net	730	-	730
Capitaux propres (part du Groupe)	7 480	(16)	7 464
Intérêts minoritaires	(1)	-	(1)
Capitaux propres	7 479	(16)	7 463
Dettes financières à long terme	3 274	(41)	3 233
Impôts différés	180	-	180
Provisions pour retraites et engagements assimilés	1 011	-	1 011
Provisions non courantes	19	-	19
Dettes de loyers non courantes	-	576	576
Autres dettes non courantes	305	(2)	303
Total passif non courant	4 789	533	5 322
Dettes financières à court terme et découverts bancaires	83	(39)	44
Dettes opérationnelles	2 944	(28)	2 916
Passifs des contrats	864	-	864
Provisions courantes	91	-	91
Dettes d'impôts courants	141	-	141
Dettes de loyers courantes	-	252	252
Autres dettes courantes	107	(1)	106
Total passif courant	4 230	184	4 414
TOTAL PASSIF ET CAPITAUX PROPRES	16 498	701	17 199



Ainsi, les impacts de la première application d'IFRS 16 au 1^{er} janvier 2019 sont :

- la comptabilisation des droits d'utilisation relatifs aux contrats de location et des dettes de loyers correspondantes,
- le reclassement des actifs et des dettes de locations financement existants au 31 décembre 2018,
- le reclassement des franchises de loyer en diminution de la valeur des droits d'utilisation relatifs aux contrats de location,
- le reclassement des provisions pour contrats de location onéreux en diminution de la valeur des droits d'utilisation relatifs aux contrats de location, et
- le reclassement des loyers payés d'avance en augmentation de la valeur des droits d'utilisation relatifs aux contrats de location.

Le rapprochement des engagements hors bilan au 31 décembre 2018 aux dettes de loyers à la date de transition se décompose de la manière suivante :

en millions d'euros

Engagements donnés au titre des contrats de location non résiliables au 31 décembre 2018	836
Exclusion des contrats de location fermes avec date d'effet postérieure au 1 ^{er} janvier 2019	(105)
Exclusion de la composante non locative de certains contrats	(52)
Effets des périodes optionnelles non prises en compte dans les engagements hors-bilan au 31 décembre 2018	116
Autres	10
Dettes de loyers avant actualisation au 1^{er} janvier 2019	805
Effet de l'actualisation	(57)
Reclassement des dettes de location-financement comptabilisées au 31 décembre 2018	80
Dettes de loyers après actualisation au 1^{er} janvier 2019	828

c) IFRIC 23

IFRIC 23 - Incertitude relative aux traitements fiscaux, applicable à compter du 1^{er} janvier 2019, précise comment comptabiliser les incertitudes relatives aux impôts sur le résultat.

Cette adoption n'a eu d'impact ni sur l'évaluation de la charge d'impôt du Groupe, ni sur l'état consolidé de la situation financière.

C) Utilisation d'estimations

La préparation des états financiers consolidés nécessite l'utilisation d'estimations et d'hypothèses qui pourraient avoir un impact sur les montants d'actif et de passif à la clôture ainsi que sur les éléments du compte de résultat ou des produits et charges comptabilisés directement en capitaux propres de la période. Ces estimations tiennent compte de données économiques et d'hypothèses susceptibles de variations dans le temps, d'interprétations de réglementations locales le cas échéant. A ce titre, ces estimations comportent certains aléas et concernent principalement la reconnaissance du chiffre d'affaires à l'avancement, les provisions, la reconnaissance d'impôts différés actifs, l'évaluation de la valeur recouvrable des actifs incorporels, les provisions pour retraites et engagements assimilés, la juste valeur des instruments dérivés et le calcul de la charge d'impôt, notamment dans le cadre de la réforme fiscale américaine.



NOTE 2 PRINCIPES COMPTABLES IFRS 16 « CONTRATS DE LOCATION »

Le Groupe évalue si un contrat est un contrat de location ou contient un contrat de location à la date d'entrée en vigueur du contrat.

Les contrats de location sont comptabilisés dans l'état consolidé de la situation financière dès la date de commencement du contrat de location.

Ces contrats sont enregistrés en « dettes de loyers » au passif avec inscription à l'actif en « droits d'utilisation relatifs aux contrats de location » dans l'état consolidé de la situation financière.

La dette de loyers est initialement calculée sur la base de la valeur actualisée des paiements futurs sur la période contractuelle exécutoire au taux d'emprunt marginal du Groupe. Celui-ci est estimé dans chaque devise à partir d'éléments de marché disponibles et en tenant compte de la durée de vie moyenne des contrats. Les paiements au titre des contrats de location peuvent notamment inclure des paiements fixes ou variables qui dépendent d'un taux ou indice connu au début du contrat. La durée retenue pour le calcul de la dette de loyers correspond en général à la durée ferme du contrat sauf si une intention de renouveler ou de résilier le contrat est raisonnablement certaine. Elle est ensuite calculée au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

La valeur du droit d'utilisation relatif aux contrats de location comprend initialement le montant de l'obligation locative initiale, les coûts directs initiaux et l'obligation de rénover l'actif. S'agissant de la flotte automobile, le Groupe a choisi de ne pas séparer les composantes locatives des composantes non locatives et de comptabiliser l'ensemble comme une seule composante de nature locative. Le droit d'utilisation relatifs aux contrats de location est amorti sur la durée retenue pour le calcul de la dette de loyers.

Au compte de résultat, les charges d'amortissement sont comptabilisées dans la marge opérationnelle et les charges d'intérêt dans le résultat financier.

L'impact fiscal de ce traitement est pris en compte via la comptabilisation d'impôts différés en fonction de la législation fiscale des pays où les contrats de location sont comptabilisés.

Les contrats de location correspondant à des actifs de faible valeur unitaire, à l'exception du matériel informatique, ou de courte durée sont comptabilisés directement en charges au sein de la marge opérationnelle.

DESCRIPTION DES ACTIVITES DE LOCATION

Contrats de location immobiliers

Le Groupe loue des terrains et des bâtiments pour ses bureaux, ainsi que pour ses centres de production. Les conditions sont négociées au cas par cas et contiennent de très nombreuses modalités différentes. Ces contrats de location sont conclus pour une durée généralement comprise entre 5 et 15 ans et peuvent comprendre des options d'extension apportant de la flexibilité opérationnelle.

Contrats de location de véhicules

Le Groupe loue des véhicules destinés à certains de ses salariés en France et à l'international. Ces contrats de location sont conclus pour une durée généralement comprise entre 3 et 5 ans.

Contrats de location de matériel informatique et autres

Enfin, le Groupe loue aussi une partie de son équipement informatique (ordinateurs, serveurs, imprimantes). Les conditions sont négociées au cas par cas et contiennent de très nombreuses modalités différentes. Ces contrats de location sont conclus pour une durée généralement comprise entre 3 et 5 ans.



ACTIFS LIES AUX DROITS D'UTILISATION RELATIFS AUX CONTRATS DE LOCATION

<i>en millions d'euros</i>	Terrains, constructions, agencements	Véhicules	Matériels informatiques et autres	Total
VALEURS BRUTES				
Au 1^{er} janvier 2019	811	104	86	1 001
Écarts de conversion	4	-	-	4
Acquisitions / Augmentations	160	18	14	192
Cessions / Diminutions	(24)	(4)	(3)	(31)
Au 30 JUIN 2019	951	118	97	1 166
AMORTISSEMENTS ET DÉPRÉCIATIONS				
Au 1^{er} janvier 2019	213	-	3	216
Écarts de conversion	1	-	-	1
Dotations et dépréciations	86	30	23	139
Reprises	(12)	(2)	(3)	(17)
Au 30 JUIN 2019	288	28	23	339
VALEURS NETTES				
Au 1^{er} janvier 2019	598	104	83	785
Au 30 JUIN 2019	663	90	74	827

ACTIFS LIES AUX DROITS D'UTILISATION RELATIFS AUX CONTRATS DE LOCATION PAR ZONE GEOGRAPHIQUE

<i>en millions d'euros</i>	1 ^{er} janvier 2019 Valeur nette comptable	30 juin 2019 Valeur nette comptable
Amérique du Nord	97	87
France	177	254
Royaume-Uni et Irlande	65	59
Reste de l'Europe	329	297
Asie-Pacifique et Amérique latine	117	130
DROITS D'UTILISATION RELATIFS AUX CONTRATS DE LOCATION	785	827



DETTES DE LOYERS

Les flux de trésorerie contractuels présentés ci-après correspondent aux flux de remboursement contractuels non actualisés, décomposés par échéance représentative de la maturité moyenne des contrats de location du Groupe.

en millions d'euros	Valeur dans l'état de la situation financière consolidée	Flux de trésorerie contractuels				
		Total	< à 1 an	> 1 et < 2 ans	> 2 et < 5 ans	> 5 ans
Au 30 juin 2019						
Dettes de loyers	870	939	248	193	337	161

NOTE 3 EVOLUTION DU PÉRIMÈTRE ET FAITS MARQUANTS

A) Evolution du périmètre au cours du premier semestre

En février 2019, le Groupe a finalisé l'acquisition du groupe Leidos Cyber aux Etats-Unis.

Les travaux de valorisation des actifs et passifs ainsi que l'évaluation et la détermination du goodwill, tels que requis par la norme IFRS 3, sont en cours et seront finalisés dans les 12 mois suivant la date d'acquisition. La contribution aux indicateurs financiers du Groupe de cette acquisition sur le premier semestre 2019 n'est pas significative.

B) Projet d'acquisition du groupe Altran Technologies

Le 24 juin 2019, Capgemini SE et Altran Technologies S.A. (« Altran ») ont annoncé conjointement avoir conduit un accord de négociations exclusives en vue de l'acquisition par Capgemini SE d'Altran dans le cadre d'une offre publique d'achat amicale à 14,00 euros par action Altran, payables en numéraire. L'accord a été approuvé à l'unanimité par les conseils d'administration de Capgemini SE et d'Altran.

L'accord prévoit les principaux termes et conditions de l'opération envisagée, organise le processus d'information ou consultation, par Capgemini SE et Altran de leurs comités d'entreprise respectifs et contient en particulier un engagement d'exclusivité d'Altran.

Le lancement de l'offre publique d'achat devrait intervenir après la finalisation du processus d'information ou de consultation des instances représentatives du personnel de Capgemini et d'Altran ainsi qu'après la satisfaction de (ou renonciation aux) conditions suspensives usuelles notamment liées à l'obtention des autorisations réglementaires, en particulier auprès de CFIUS aux Etats-Unis, et au titre du contrôle des concentrations.

La finalisation de ce rapprochement est envisagée d'ici la fin de l'exercice 2019.

Le montant total de la transaction devrait s'élever à 3,6 milliards d'euros, avant prise en compte de la dette financière nette d'Altran d'environ 1,4 milliard d'euros. Le Groupe Capgemini a sécurisé un financement relais de 5,4 milliards d'euros, couvrant l'achat des titres dans le cadre de l'offre publique d'achat et le montant de la dette brute d'Altran. Ce crédit relais possède une durée initiale d'un an avec faculté d'extension de deux périodes de 6 mois successives, exerçable à la discrétion de Capgemini. Il est prévu que celui-ci soit refinancé au moyen de la trésorerie disponible pour 1 milliard d'euros, et le solde par endettement principalement sous forme d'émissions obligataires.

Par ailleurs, Capgemini a signé le 24 juin 2019 un accord définitif pour l'acquisition de 11,43% du capital d'Altran auprès d'actionnaires organisés autour d'Apax Partners⁽¹⁾. Le règlement-livraison de cette acquisition a eu lieu le 2 juillet 2019.

(1) *Altrafin Participations, M. Alexis Kniazeff et M. Hubert Martigny*



NOTE 4 INDICATEURS ALTERNATIFS DE PERFORMANCE

Les indicateurs alternatifs de performance suivis par le Groupe sont définis ci-dessous :

- ▶ La **croissance organique** du chiffre d'affaires est la croissance calculée à taux de change et périmètre constants. Le périmètre et les taux de changes utilisés sont ceux de la période publiée ;
- ▶ La **croissance à taux de change constants** du chiffre d'affaires est calculée en utilisant les taux de change de la période publiée.
- ▶ La **marge opérationnelle** est obtenue en déduisant du chiffre d'affaires les charges opérationnelles. Elle est calculée avant les « Autres produits et charges opérationnels » qui comprennent les amortissements des actifs incorporels reconnus dans le cadre des regroupements d'entreprises, la charge résultant de l'étalement de la juste valeur des actions attribuées au personnel (y compris les charges sociales et contributions patronales) ainsi que les charges ou produits non récurrents, notamment les dépréciations des écarts d'acquisition, les écarts d'acquisition négatifs, les plus ou moins-values de cession de sociétés consolidées ou d'activités, les charges de restructuration afférentes à des plans approuvés par les organes de direction du Groupe, les coûts d'acquisition et d'intégration des sociétés acquises par le Groupe y compris les compléments de prix incluant des conditions de présence ainsi que les effets des réductions, des liquidations et des transferts des régimes de retraites à prestations définies ;
- ▶ Le **résultat normalisé par action** correspond au résultat net normalisé (part du Groupe) rapporté au nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de la période, après déduction des actions propres détenues. Le résultat net normalisé correspond au résultat net (part du Groupe) corrigé des impacts des éléments reconnus en « Autres produits et charges opérationnels » (cf. note 8 – Autres produits et charges opérationnels), nets d'impôt, calculés sur la base du taux effectif d'impôt :

<i>en millions d'euros</i>	1 ^{er} semestre 2018	1 ^{er} semestre 2019
Résultat net, part du Groupe	314	388
Autres produits et charges opérationnels nets d'impôt, calculés au taux effectif d'impôt ⁽¹⁾	128	93
Résultat net normalisé part du Groupe	442	481
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires	167 323 709	165 843 357
RESULTAT NORMALISE PAR ACTION (en euros)	2,64	2,90

(1) Cf. note 10 – Charge d'impôt.

Le Groupe a reconnu sur le 1^{er} semestre 2019 une charge d'impôts de 30 millions d'euros liée à l'effet transitoire de la réforme fiscale aux Etats-Unis qui a réduit le résultat normalisé par action de 0,18 euro. Hors comptabilisation de cette charge d'impôts, le résultat normalisé par action aurait été de 3,08 euros pour le 1^{er} semestre 2019 :

<i>en millions d'euros</i>	1 ^{er} semestre 2018	1 ^{er} semestre 2019
RESULTAT NORMALISE PAR ACTION (en euros)	2,64	2,90
Charge d'impôts liée à l'effet transitoire de la réforme fiscale aux Etats-Unis	18	30
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires	167 323 709	165 843 357
Impact de la charge d'impôts liée à l'effet transitoire de la réforme fiscale aux Etats-Unis	0,11	0,18
RESULTAT NORMALISE PAR ACTION - hors charge d'impôts liée à l'effet transitoire de la réforme fiscale aux Etats-Unis (en euros)	2,75	3,08

- ▶ L'**endettement net** (ou trésorerie nette) comprend (i) la trésorerie qui figure dans le tableau des flux de trésorerie et qui est composée de la trésorerie et équivalents de trésorerie (placements à court terme et banques) diminués des découverts bancaires, (ii) les actifs de gestion de trésorerie (actifs présentés séparément dans l'état de la situation financière du fait de leurs caractéristiques), diminués (iii) des dettes financières à court et long terme et tient également compte (iv) de l'impact des instruments de couverture lorsqu'ils se rapportent à des dettes financières et à des actions propres. Les dettes de loyers (y compris celles liées aux contrats de location-financement) sont exclues de l'endettement net au 1^{er} janvier 2019.



- Le **free cash flow organique**, calculé à partir des éléments du tableau de flux de trésorerie, se définit comme le flux de trésorerie lié à l'activité diminué des investissements (nets de cessions) en immobilisations incorporelles et corporelles, des remboursements des dettes de loyers et ajusté des flux liés aux intérêts financiers nets.

<i>en millions d'euros</i>	1 ^{er} semestre 2018	1 ^{er} semestre 2019
Flux de trésorerie liés à l'activité	110	337
Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	(112)	(120)
Encaissements liés aux cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles	3	2
Investissements (nets de cessions) en immobilisations corporelles et incorporelles	(109)	(118)
Intérêts financiers versés	(12)	(19)
Intérêts financiers reçus	22	32
Intérêts financiers nets	10	13
Remboursements des dettes de loyers		(142)
FREE CASH FLOW ORGANIQUE	11	90



NOTE 5 INFORMATION SECTORIELLE

La Direction du Groupe analyse et mesure la performance de l'activité dans les zones géographiques où le Groupe est présent.

L'analyse géographique permet de suivre la performance :

- ▶ du développement commercial : elle est focalisée sur l'évolution des principaux contrats et grands clients sur les marchés du Groupe pour l'ensemble de ses métiers. Ce suivi vise à coordonner l'offre de services des différents métiers dans les pays du fait de leur forte interaction, et à y mesurer les prestations de services rendus.
- ▶ sur le plan opérationnel et financier : la gestion de la trésorerie et des fonctions support, les politiques d'investissement et de financement opérationnel ainsi que la politique d'acquisition sont décidées et mises en œuvre par géographie.

Ainsi, le Groupe présente une information sectorielle pour les 5 zones géographiques dans lesquelles il est implanté.

Les coûts liés aux activités opérationnelles et encourus au niveau des sociétés holdings du Groupe pour le compte des géographies sont affectés soit directement, soit selon une clé de répartition. Les éléments non affectés correspondent aux frais de siège.

Les transactions inter-secteurs s'effectuent à prix de marché.

La performance des secteurs opérationnels est mesurée par la marge opérationnelle*. Cet indicateur permet de mesurer et de comparer la performance opérationnelle des secteurs opérationnels, que leur activité résulte de la croissance interne ou externe.

La marge opérationnelle* réalisée dans les principaux centres de production *offshore* (Inde, Pologne et Chine) est réallouée aux zones géographiques en charge des contrats afin de permettre une meilleure lisibilité de la performance de ces zones.

* La marge opérationnelle, indicateur alternatif de performance suivi par le Groupe, est définie en note 4 – indicateurs alternatifs de performance.

Le Groupe communique son information sectorielle autour de 5 zones géographiques : Amérique du Nord, France, Royaume-Uni et Irlande, reste de l'Europe, Asie-Pacifique et Amérique latine.

1 ^{er} semestre 2019 (en millions d'euros)	Amérique du Nord	France	Royaume-Uni et Irlande	Reste de l'Europe	Asie-Pacifique et Amérique latine	Frais de Siège	Eliminations	Total
Chiffre d'affaires								
▶ hors Groupe	2 248	1 498	849	1 898	514	-	-	7 007
▶ inter-zones géographiques	60	128	93	160	793	-	(1 234)	-
CHIFFRE D'AFFAIRES TOTAL	2 308	1 626	942	2 058	1 307	-	(1 234)	7 007
MARGE OPERATIONNELLE *	290	144	135	215	59	(46)	-	797
% du chiffre d'affaires	12,9	9,6	15,9	11,3	11,4	-	-	11,4
RÉSULTAT D'EXPLOITATION	235	114	111	198	48	(48)	-	658

* La marge opérationnelle, indicateur alternatif de performance suivi par le Groupe, est définie en note 4 – Indicateurs alternatifs de performance.

1 ^{er} semestre 2018 (en millions d'euros)	Amérique du Nord	France	Royaume-Uni et Irlande	Reste de l'Europe	Asie-Pacifique et Amérique latine	Frais de Siège	Eliminations	Total
Chiffre d'affaires								
▶ hors Groupe	2 029	1 401	781	1 797	459	-	-	6 467
▶ inter-zones géographiques	55	109	86	149	752	-	(1 151)	-
CHIFFRE D'AFFAIRES TOTAL	2 084	1 510	867	1 946	1 211	-	(1 151)	6 467
MARGE OPERATIONNELLE *	268	118	95	215	54	(43)	-	707
% du chiffre d'affaires	13,2	8,4	12,2	12,0	11,7	-	-	10,9
RÉSULTAT D'EXPLOITATION	196	64	74	193	37	(43)	-	521

* La marge opérationnelle, indicateur alternatif de performance suivi par le Groupe, est définie en note 4 – Indicateurs alternatifs de performance.



2018 (en millions d'euros)	Amérique du Nord	France	Royaume-Uni et Irlande	Reste de l'Europe	Asie-Pacifique et Amérique latine	Frais de siège	Éliminations	Total
Chiffre d'affaires								
► hors Groupe	4 230	2 848	1 565	3 605	949	-	-	13 197
► inter-zones géographiques	123	221	181	312	1 504	-	(2 341)	-
CHIFFRE D'AFFAIRES TOTAL	4 353	3 069	1 746	3 917	2 453	-	(2 341)	13 197
MARGE OPÉRATIONNELLE*	576	317	198	468	122	(84)	-	1 597
% du chiffre d'affaires	13,6	11,1	12,6	13,0	12,8	-	-	12,1
RÉSULTAT D'EXPLOITATION	455	222	166	416	76	(84)	-	1 251

* La marge opérationnelle, indicateur alternatif de performance suivi par le Groupe, est définie en note 4 – Indicateurs alternatifs de performance.

NOTE 6 CHIFFRE D'AFFAIRES

L'évolution du chiffre d'affaires du premier semestre 2019 par rapport à celui du premier semestre 2018 est de 8,4% à taux de change et périmètre courants. Le chiffre d'affaires croît de 6,2% à taux de change constants* par rapport au premier semestre 2018 et affiche une croissance organique* de 4,9%.

en millions d'euros	1 ^{er} semestre 2018	Variations		1 ^{er} semestre 2019
		en données publiées	à taux de change constants (*)	
Amérique du nord	2 029	10,8%	3,8%	2 248
France	1 401	6,9%	6,9%	1 498
Royaume-Uni et Irlande	781	8,7%	8,0%	849
Reste de l'Europe	1 797	5,7%	6,2%	1 898
Asie-Pacifique et Amérique latine	459	12,1%	12,2%	514
TOTAL	6 467	8,4%	6,2%	7 007

* La croissance organique et la croissance à taux de change constants, indicateurs alternatifs de performance suivis par le Groupe, sont définies en note 4 – Indicateurs alternatifs de performance.



NOTE 7 CHARGES OPÉRATIONNELLES PAR NATURE

<i>en millions d'euros</i>	2018		1 ^{er} semestre 2018		1 ^{er} semestre 2019	
	Montant	% du chiffre d'affaires	Montant	% du chiffre d'affaires	Montant	% du chiffre d'affaires
Charges de personnel	8 147	61,7%	4 150	64,2%	4 437	63,3%
Frais de déplacements	535	4,0%	253	3,9%	274	3,9%
	8 682	65,7%	4 403	68,1%	4 711	67,2%
Achats et frais de sous-traitance	2 237	17,0%	1 012	15,7%	1 146	16,4%
Loyers et taxes locales	366	2,8%	181	2,8%	91	1,3%
Dotations aux amortissements, dépréciations, provisions et résultat de cessions d'immobilisations	315	2,4%	164	2,5%	262	3,7%
CHARGES OPERATIONNELLES	11 600	87,9%	5 760	89,1%	6 210	88,6%

A compter du 1^{er} janvier 2019 :

- la ligne « Loyers et taxes locales » exclut les charges de loyers des contrats de location entrant dans le champ d'application de la norme IFRS 16 – Contrat de location, et qui sont remplacées par un amortissement du droit d'utilisation relatif aux contrats de location et un intérêt financier sur la dette de loyers (cf. note 2 - Principes comptables IFRS 16 « Contrats de location »).
- la ligne « Dotations aux amortissements, dépréciations, provisions et résultat de cessions d'immobilisations » inclut la dotation nette aux amortissements des droits d'utilisation relatifs aux contrats de location, soit une charge de 139 millions d'euros sur le premier semestre 2019 (cf. note 2 - Principes comptables IFRS 16 « Contrats de location »).

NOTE 8 AUTRES PRODUITS ET CHARGES OPÉRATIONNELS

<i>en millions d'euros</i>	2018	1 ^{er} semestre 2018	1 ^{er} semestre 2019
Amortissements des actifs incorporels reconnus dans le cadre des regroupements d'entreprises	(75)	(31)	(38)
Charges liées aux attributions d'actions	(91)	(47)	(55)
Coûts de restructuration	(122)	(64)	(26)
Coûts d'intégration des sociétés acquises	(25)	(12)	(16)
Coûts liés aux acquisitions	(13)	(10)	(2)
Autres charges opérationnelles	(29)	(22)	(3)
Total charges opérationnelles	(355)	(186)	(140)
Autres produits opérationnels	9	-	1
Total produits opérationnels	9	-	1
AUTRES PRODUITS ET CHARGES OPERATIONNELS	(346)	(186)	(139)



NOTE 9 RÉSULTAT FINANCIER

<i>en millions d'euros</i>	2018	1 ^{er} semestre 2018	1 ^{er} semestre 2019
Produits de trésorerie, d'équivalents de trésorerie et des actifs de gestion de trésorerie	49	22	32
Charges d'intérêt nettes sur les dettes financières	(58)	(29)	(27)
Coût de l'endettement financier net au taux d'intérêt nominal	(9)	(7)	5
Effet du coût amorti sur les dettes financières	(3)	1	(4)
Coût de l'endettement financier net au taux d'intérêt effectif	(12)	(6)	1
Charges d'intérêt nette sur régimes de retraites à prestations définies	(27)	(13)	(13)
Charges d'intérêt sur les dettes de loyers	-	-	(11)
(Pertes) gains de change sur opérations financières	(13)	15	(27)
Gains (pertes) sur instruments dérivés	(19)	(32)	14
Autres	(9)	(3)	(3)
Autres charges et produits financiers	(68)	(33)	(40)
<i>dont produits financiers</i>	39	50	23
<i>dont charges financières</i>	(107)	(83)	(63)
RESULTAT FINANCIER	(80)	(39)	(39)

Les charges d'intérêt nettes sur les dettes financières pour 27 millions d'euros et l'effet du coût amorti sur les dettes financières pour 4 millions d'euros, soit un total de 31 millions d'euros, s'analysent principalement comme suit :

- ▶ coupons des emprunts obligataires émis en 2015 pour 18 millions d'euros, auxquels s'ajoute 1 million d'euros d'effet lié à la comptabilisation au coût amorti,
- ▶ coupon de l'emprunt obligataire émis en 2016 pour 1 million d'euros, l'effet lié à la comptabilisation au coût amorti étant négligeable,
- ▶ coupons des emprunts obligataires émis en 2018 pour 8 millions d'euros auxquels s'ajoutent 3 millions d'euros d'effet lié à la comptabilisation au coût amorti.

Les pertes de change sur opérations financières, ainsi que les gains sur instruments dérivés, sont principalement liés aux prêts et emprunts intragroupes libellés en devises étrangères ainsi qu'aux couvertures associées.

A compter du 1^{er} janvier 2019, le résultat financier inclut les charges d'intérêt sur les dettes de loyers, conformément à IFRS 16 - Contrats de location, soit une charge de 11 millions d'euros enregistrée sur le premier semestre 2019 (cf. note 2 - Principes comptables IFRS 16 « Contrats de location »).



NOTE 10 CHARGE D'IMPÔT

Le taux effectif d'impôt au premier semestre résulte de l'application aux résultats comptables avant impôts au 30 juin du taux effectif estimé pour l'année.

Le taux effectif d'impôt du premier semestre 2019 s'élève à 37,4% sur la base d'un résultat avant impôt positif de 619 millions d'euros contre 38,2% au 31 décembre 2018 et 35,2% au 30 juin 2018.

Le taux effectif d'impôt utilisé pour le calcul du résultat normalisé par action au 30 juin 2019 est de 32,6% car il est ajusté de la charge d'impôt de 30 millions d'euros liée à l'impact transitoire de la réforme fiscale américaine, contre 31,4% au 30 juin 2018.

NOTE 11 ÉCARTS D'ACQUISITION

La hausse de 160 millions d'euros des écarts d'acquisition provient essentiellement de l'acquisition réalisée durant le premier semestre 2019, soit 145 millions d'euros (voir note 3 - Evolutions de périmètre et faits marquants) et des différences de conversion relatives aux écarts d'acquisition libellés principalement en dollar américain, soit 29 millions d'euros.

NOTE 12 CLIENTS ET COMPTES RATTACHÉS AUX CONTRATS

<i>en millions d'euros</i>	30 juin 2018	31 décembre 2018	30 juin 2019
Créances clients	1 831	2 082	1 927
Provisions pour créances douteuses	(19)	(18)	(20)
Actifs sur contrats	1 335	1 123	1 519
Créances clients et actifs sur contrats hors coûts des contrats	3 147	3 187	3 426
Coûts des contrats	94	92	86
CRÉANCES CLIENTS ET COMPTES RATTACHÉS AUX CONTRATS	3 241	3 279	3 512

Le total des créances clients et actifs sur contrats nets des passifs sur contrats, en nombre de jours de chiffre d'affaires annuel, s'analyse comme suit :

<i>en millions d'euros</i>	30 juin 2018	31 décembre 2018	30 juin 2019
Créances clients et actifs sur contrats hors coûts des contrats	3 147	3 187	3 426
Passifs sur contrats	(644)	(864)	(727)
CRÉANCES CLIENTS ET ACTIFS SUR CONTRATS NETS DES PASSIFS SUR CONTRATS	2 503	2 323	2 699
En nombre de jours de chiffre d'affaires de la période	70	63	69

Au 30 juin 2019, 107 millions d'euros de créances ont été cédées avec transfert du risque au sens d'IFRS 9 auprès d'établissements financiers (contre 100 millions d'euros au 30 juin 2018 et 103 millions d'euros au 31 décembre 2018) ; elles ont donc été décomptabilisées de l'état consolidé de la situation financière au 30 juin 2019.



NOTE 13 ENDETTEMENT NET/TRÉSORERIE NETTE

<i>en millions d'euros</i>	30 juin 2018	31 décembre 2018	1 ^{er} janvier 2019 ⁽¹⁾	30 juin 2019
Placements à court terme	1 053	1 476	1 476	1 271
Banques	698	530	530	398
Découverts bancaires	(1)	(2)	(2)	(6)
Trésorerie	1 750	2 004	2 004	1 663
Actifs de gestion de trésorerie	221	183	183	204
Emprunts obligataires	(3 229)	(3 233)	(3 233)	(3 237)
Dettes liées aux contrats de location-financement	(37)	(41)	-	-
Dettes bancaires ou assimilées et autres dettes financières	(1)	-	-	-
Dettes financières à long terme	(3 267)	(3 274)	(3 233)	(3 237)
Emprunts obligataires	(542)	(26)	(26)	(44)
Dettes liées aux contrats de location-financement	(40)	(39)	-	-
Dettes bancaires ou assimilées et autres dettes financières nettes	(288)	(16)	(16)	(210)
Dettes financières à court terme	(870)	(81)	(42)	(254)
Dettes financières	(4 137)	(3 355)	(3 275)	(3 491)
Instruments dérivés	(26)	(16)	(16)	3
ENDETTEMENT NET *	(2 192)	(1 184)	(1 104)	(1 621)

(1) L'état consolidé de la situation financière au 1^{er} janvier 2019 a été retraité de l'application suivant la méthode de transition rétrospective modifiée de la norme IFRS 16, Contrat de location, cf. note 1 – Base de préparation des comptes.

* L'endettement net/trésorerie nette, indicateur alternatif de performance suivi par le Groupe est défini en note 4 – Indicateurs alternatifs de performance.

Au cours du premier semestre 2019, la hausse de l'endettement net de 517 millions d'euros par rapport au 1^{er} janvier 2019 s'explique principalement par :

- ▶ le versement aux actionnaires d'un dividende de 281 millions d'euros,
- ▶ les décaissements liés aux acquisitions d'entreprises nettes de leur trésorerie, à hauteur de 152 millions d'euros,
- ▶ les décaissements nets liés aux opérations sur actions propres Capgemini SE à hauteur de 132 millions d'euros,

partiellement compensés par la génération de *free cash flow* organique* à hauteur de 90 millions d'euros.

Enfin, les méthodes d'évaluation à la juste valeur des actifs et passifs financiers ainsi que leurs classements sont identiques à ceux retenus lors du 31 décembre 2018.

* Le *free cash flow* organique, indicateur alternatif de performance suivi par le Groupe, est défini en note 4 – indicateurs alternatifs de performance.



NOTE 14 PROVISIONS POUR RETRAITES ET ENGAGEMENTS ASSIMILÉS

<i>en millions d'euros</i>	30 juin 2018	31 décembre 2018	30 juin 2019
ENGAGEMENTS NETS EN DEBUT DE PERIODE	1 196	1 196	1 011
Charge reconnue au compte de résultat	54	79	40
Coûts des services rendus	37	59	28
Liquidations, réductions et transferts de régimes	4	(7)	(1)
Intérêts financiers	13	27	13
Impact en charges et produits comptabilisés en capitaux propres	(212)	(132)	115
Autres	(64)	(132)	(34)
Prestations et contributions	(54)	(112)	(44)
Ecart de conversion	(5)	(11)	10
Regroupement d'entreprises	-	2	-
Autres mouvements	(5)	(11)	-
ENGAGEMENTS NETS EN FIN DE PERIODE	974	1 011	1 132

L'impact en charges et produits comptabilisés en capitaux propres au 30 juin 2019 provient principalement de l'évolution de la courbe des taux d'actualisation au Canada et au Royaume-Uni.



NOTE 15 AUTRES ACTIFS ET DETTES NON COURANTS ET COURANTS

Les postes « autres actifs non courants », « autres actifs courants », « autres passifs non courants » et « autres passifs courants » présentés dans l'état consolidé de la situation financière s'analysent comme suit :

AUTRES ACTIFS NON COURANTS ET COURANTS

<i>(en millions d'euros)</i>	30 juin 2018	31 décembre 2018	30 juin 2019
Instruments dérivés	67	94	133
Participations dans les entreprises associées	4	45	44
Organismes sociaux et taxes	186	246	204
Charges constatées d'avance ⁽¹⁾	272	226	227
Dépôts, créances et investissements à long terme	120	120	117
Créances d'impôts non courants	98	79	78
Autres	112	85	76
AUTRES ACTIFS NON COURANTS ET COURANTS	859	895	879

(1) La ligne « charges constatées d'avance » a été retraitée au 1^{er} janvier 2019, de l'application suivant la méthode de transition rétrospective modifiée de la norme IFRS 16, Contrat de location, cf. note 1 – Base de préparation des comptes.

AUTRES DETTES NON COURANTES ET COURANTES

<i>(en millions d'euros)</i>	30 juin 2018	31 décembre 2018	30 juin 2019
Réserves spéciales de participation	34	40	53
Instruments dérivés	67	36	14
Dettes sur acquisitions de sociétés	179	218	189
Dettes d'impôts non courants	43	29	29
Autres ⁽¹⁾	88	89	65
AUTRES DETTES NON COURANTES ET COURANTES	411	412	350

(1) La ligne « Autres » a été retraitée au 1^{er} janvier 2019 de l'application suivant la méthode de transition rétrospective modifiée de la norme IFRS 16, Contrat de location, cf. note 1 – Base de préparation des comptes.



NOTE 16 EFFECTIFS

EFFECTIFS MOYENS PAR ZONE GÉOGRAPHIQUE

	1 ^{er} semestre 2018		2018		1 ^{er} semestre 2019	
	Effectifs	%	Effectifs	%	Effectifs	%
Amérique du Nord	17 545	9	17 702	8	17 828	8
France	25 410	13	25 630	13	26 376	12
Royaume-Uni et Irlande	8 301	4	8 443	4	8 736	4
Reste de l'Europe	35 445	17	36 078	17	37 847	18
Asie-Pacifique et Amérique latine	114 472	57	116 903	58	122 528	58
Non alloué	145	-	148	-	155	-
EFFECTIFS MOYENS	201 318	100	204 904	100	213 470	100

EFFECTIFS DE FIN DE PERIODE PAR ZONE GÉOGRAPHIQUE

	30 juin 2018		31 décembre 2018		30 juin 2019	
	Effectifs	%	Effectifs	%	Effectifs	%
Amérique du Nord	18 197	9	17 684	9	17 829	8
France	25 497	13	26 318	12	26 429	12
Royaume-Uni et Irlande	8 377	4	8 635	4	8 847	4
Reste de l'Europe	35 955	17	37 306	17	38 407	18
Asie-Pacifique et Amérique latine	117 404	57	121 218	58	125 135	58
Non alloué	144	-	152	-	154	-
EFFECTIFS DE FIN DE PERIODE	205 574	100	211 313	100	216 801	100



NOTE 17 ENGAGEMENTS HORS BILAN

ENGAGEMENTS DONNÉS

<i>en millions d'euros</i>	30 juin 2018	31 décembre 2018	30 juin 2019
Sur contrats clients	1 926	1 817	1 813
Sur locations non résiliables ⁽¹⁾	767	836	107
Autres engagements donnés	16	15	13
ENGAGEMENTS DONNES	2 709	2 668	1 933

⁽¹⁾ Suite à l'application de la norme IFRS 16, Contrats de location, au 1^{er} janvier 2019, les montants présentés en engagements donnés comprennent essentiellement la composante non locative des contrats de location immobiliers du Groupe au 30 juin 2019.

ENGAGEMENTS REÇUS

<i>en millions d'euros</i>	30 juin 2018	31 décembre 2018	30 juin 2019
Sur contrats clients	-	10	2
Autres engagements reçus	55	34	27
ENGAGEMENTS RECUS	55	44	29

ENGAGEMENTS LIES AUX FINANCEMENTS DU GROUPE

Les engagements hors-bilan liés aux financements du Groupe mentionnés dans les comptes consolidés au 31 décembre 2018 demeurent inchangés.

Au titre de la ligne de crédit relais mise en place dans le contexte de l'acquisition Altran, telle que mentionnée dans la Note 3 - Evolution du périmètre et faits marquants, Capgemini SE s'est engagée à respecter les ratios financiers (définis en normes IFRS) suivants :

- un ratio d'endettement net* consolidé rapporté aux capitaux propres consolidés qui doit être inférieur ou égal à tout moment à 1 ;
- un ratio de couverture du coût de l'endettement financier (net) consolidé par la marge opérationnelle* consolidée qui doit être supérieur ou égal à 3 au 31 décembre et au 30 juin de chaque année (sur la base des 12 derniers mois écoulés).

Il est précisé qu'au 30 juin 2019, ces ratios financiers sont respectés par le Groupe.

Cette ligne de crédit comporte également des engagements qui limitent la capacité de Capgemini SE et de ses filiales à engager certaines opérations, notamment consentir des sûretés sur leurs actifs, la cession d'actifs et les fusions ou opérations assimilées. Capgemini SE s'est en outre engagée à respecter certaines clauses habituelles dans le cadre de financement de ce type, notamment le maintien de la ligne de crédit au même rang que les autres dettes financières du Groupe de même nature (clause « pari passu »).

* Les indicateurs alternatifs de performance suivis par le Groupe, la marge opérationnelle et l'endettement net sont définis en note 4 – indicateurs alternatifs de performance et détaillés en note 13 – Endettement net/Trésorerie nette. »

PASSIFS EVENTUELS

Au cours du premier semestre 2019 et des exercices précédents, des sociétés du Groupe ont fait l'objet de contrôles fiscaux et parfois de redressements fiscaux. Certaines propositions de rectifications ont été contestées et des procédures contentieuses ou précontentieuses sont encore en cours au 30 juin 2019. Pour l'essentiel, ces redressements n'ont pas été comptabilisés dans la mesure où Capgemini justifie sa position et estime disposer de chances sérieuses de succès au contentieux. C'est notamment le cas pour Capgemini SE, pour laquelle l'administration considère que sa filiale de réassurance située à Luxembourg bénéficie d'un régime fiscal privilégié et qu'en conséquence ses résultats devraient être taxés au niveau de Capgemini SE.



NOTE 18 ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA CLÔTURE

Conformément à l'annonce conjointe du 11 juin 2019 dans laquelle Capgemini et ISAI présentait le lancement d'un fonds d'investissement, dont la gestion est confiée à ISAI, et ayant vocation à prendre des participations minoritaires dans de jeunes entreprises porteuses de solutions innovantes, futurs leaders de l'industrie du logiciel (IaaS, SaaS, PaaS) et de l'informatique durable, la société Capgemini Ventures SAS a souscrit un montant de 49,6 millions d'euros dans le Fonds Professionnel de Capital d'Investissement « ISAI Cap Venture », libéré à hauteur de 5% le 1^{er} juillet 2019.

Le 2 juillet 2019, à l'issue du règlement-livraison de l'acquisition hors-marché d'un bloc d'actions auprès d'actionnaires organisés autour d'Apax Partners et conformément à l'annonce du 24 juin 2019 (cf. note 3 – Evolution du périmètre et faits marquants), le Groupe a acquis 29 378 319 actions Altran représentant 11,43% du capital d'Altran au prix de 14,00 euros par action, pour un montant total décaissé de 413 millions d'euros (y compris frais de transactions financières). Conformément à la réglementation applicable, ces actions seront prises en compte dans le calcul du seuil de renonciation relatif au projet d'offre publique d'achat que Capgemini envisage de déposer sur l'ensemble des actions Altran et qui serait fixé à 50,10% du capital et des droits de vote (sur une base entièrement diluée).



INFORMATIONS IMPORTANTES

Les paragraphes sur l'offre publique d'achat d'Altran du présent rapport financier semestriel sont diffusés à titre informatif uniquement et ne constituent pas une offre d'achat, ou une sollicitation d'une offre de vente, d'instruments financiers Altran Technologies.

La documentation relative à l'offre publique d'achat qui, si elle est déposée, comportera les termes et conditions de l'offre publique d'achat, sera soumise à la revue de l'Autorité des marchés financiers. Il est fortement recommandé aux investisseurs et aux actionnaires de prendre connaissance de la documentation relative à l'offre publique d'achat lorsqu'elle sera disponible, si l'offre est déposée, ainsi que de tout avenant ou ajout à ces documents dans la mesure où ils contiendront des informations importantes sur Capgemini, Altran Technologies et l'opération envisagée.

L'opération est notamment soumise à la signature de la documentation définitive et l'obtention des autorisations réglementaires requises et autres conditions usuelles. L'offre publique d'achat ne sera déposée auprès de l'Autorité des marchés financiers qu'une fois ces conditions satisfaites.

Les paragraphes sur l'offre publique d'achat d'Altran ne doivent pas être publiés, diffusés ou distribués, directement ou indirectement, dans tout pays dans lequel la distribution de ces informations fait l'objet de restrictions légales. L'offre publique d'achat ne sera pas ouverte au public dans les juridictions dans lesquelles son ouverture fait l'objet de restrictions légales. La publication, la diffusion ou la distribution des paragraphes sur l'offre publique d'achat d'Altran dans certains pays peut faire l'objet de restrictions légales ou réglementaires. Par conséquent, les personnes situées dans les pays où les paragraphes sur l'offre publique d'achat d'Altran sont publiés, diffusés ou distribués doivent s'informer sur de telles restrictions et s'y conformer. Capgemini et Altran Technologies déclinent toute responsabilité quant à une éventuelle violation de ces restrictions par qui que ce soit.



ATTESTATION DU RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

« J'atteste, à ma connaissance, que les comptes résumés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation et que le rapport semestriel d'activité présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice. »

Paul Hermelin

Président Directeur Général